Journal officiel
de l'Union européenne

FR
Série L

2026/1147

26.5.2026

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2026/1147 DU CONSEIL

du 26 mai 2026

mettant en œuvre le règlement (UE) 2024/1485 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Russie

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2024/1485 du Conseil du 27 mai 2024 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Russie [1], et notamment son article 17, paragraphe 1,

vu la proposition du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

considérant ce qui suit:

(1) Le 27 mai 2024, le Conseil a adopté le règlement (UE) 2024/1485.

(2) Sur la base d'un réexamen de la décision (PESC) 2024/1484 du Conseil [2], il convient de modifier les informations d'identification et les motifs de l'inscription de sept personnes physiques.

(3) Il convient, dès lors, de modifier le règlement (UE) 2024/1485 en conséquence,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe IV du règlement (UE) 2024/1485 est modifiée conformément à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 26 mai 2026.

Par le Conseil

La présidente

M. RAOUNA

[1] JO L, 2024/1485, 27.5.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2024/1485/oj.

[2] Décision (PESC) 2024/1484 du Conseil du 27 mai 2024 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Russie (JO L, 2024/1484, 27.5.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/dec/2024/1484/oj).

ANNEXE

À l'annexe IV du règlement (UE) 2024/1485, sous la rubrique «A. Personnes physiques», les mentions 1, 2, 3, 12, 13, 36 et 43 sont remplacées par les mentions correspondantes suivantes:

	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date d'inscription
«1.	Nikolai Pavlovich DUBOVIK (Николай Павлович ДУБОВИК)	Fonction: juge de la Cour suprême de la Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: masculin Date de naissance: 23.4.1956	Nikolai Pavlovich Dubovik est un juge par intérim de la Cour suprême de la Fédération de Russie. Dans le cadre de ses fonctions, il a refusé d'examiner le pourvoi en cassation introduit par Alexeï Navalny contre le verdict prononcé dans le cadre du procès pour "diffamation d'un vétéran". Il a ainsi jeté un discrédit politique sur Alexeï Navalny en amont du référendum constitutionnel qui s'est tenu en Russie en 2020. Nikolai Pavlovich Dubovik est donc responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, en violant la liberté d'opinion et d'expression.	27.5.2024
2.	Eduard Borisovich ERDYNIEV (Эдуард Борисович ЭРДЫНИЕВ)	Fonction: juge de la Cour suprême de la Fédération de Russie Nationalité: russe Sexe: masculin Date de naissance: 16.3.1964	Eduard Borisovich Erdyniev est un juge par intérim de la Cour suprême de la Fédération de Russie. Dans le cadre de ses fonctions, il a refusé d'examiner le pourvoi en cassation introduit par Alexeï Navalny contre la décision de convertir sa peine de probation en peine à part entière. En conséquence, Alexeï Navalny a été reconnu coupable, et, des années plus tard, a été emprisonné dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité afin de l'empêcher d'exercer une activité politique. Eduard Borisovich Erdyniev est donc responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, en violant la liberté d'opinion et d'expression.	27.5.2024

	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date d'inscription
3.	Andrey Vladimirovich FEDOROV (Андрей Владимирович ФЕДОРОВ/ФЁДОРОВ)	Fonction: vice-président du tribunal du district Kirovsky à Tomsk juge du tribunal du district Kirovsky, ville de Tomsk Nationalité: russe Sexe: masculin	Andrey Vladimirovich Fedorov est un juge russe en poste au tribunal du district Kirovsky, ville de Tomsk. Dans le cadre de ses fonctions, il a rejeté la plainte relative à l'inaction des agents du comité d'enquête de la Fédération de Russie de l'oblast de Tomsk concernant l'empoisonnement ayant visé Alexeï Navalny. Sa décision a conduit à l'emprisonnement d'Alexeï Navalny. Il a été promu vice-président du tribunal du district Kirovsky à Tomsk. Andrey Vladimirovich Fedorov est donc responsable d'activités portant gravement atteinte à l'état de droit en Russie.	27.5.2024
12.	Sergey Vladimirovich BLINOV (Сергей Владимирович БЛИНОВ)	Fonction: président du tribunal du district de Slobodskoï dans la région de Kirov ancien juge du tribunal du district Leninsky à Kirov Nationalité: russe Sexe: masculin Date de naissance: 1978	Sergey Vladimirovich Blinov était juge au tribunal du district Leninsky à Kirov. En 2013, il a condamné Alexeï Navalny à cinq années d'emprisonnement et l'homme d'affaires Pyotr Ofitserov à quatre années d'emprisonnement pour détournement de fonds dans le cadre du procès motivé par des raisons politiques dans l'affaire "Kirovles". En outre, ceux-ci ont été condamnés à payer chacun une amende de 500 000 roubles. Sergey Vladimirovich Blinov est donc responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, en violant la liberté d'opinion et d'expression. Il est actuellement président du tribunal de district de Slobodskoï dans la région de Kirov.	27.5.2024

	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date d'inscription
13.	Evgeny Vladimirovich BORISOV (Евгений Владимирович БОРИСОВ)	Fonction: juge du tribunal du district de Nikulinsky de Moscou Nationalité: russe Sexe: masculin Date de naissance: 13.3.1984	Evgeny Vladimirovich Borisov est un juge du tribunal du district de Nikulinsky de Moscou. En 2015, il a accepté la demande de l'entreprise Kirovles visant à obtenir 16 millions de roubles d'Alexeï Navalny et de deux autres défendeurs dans l'affaire "Kirovles", motivée par des raisons politiques. Evgeny Vladimirovich Borisov est donc responsable de graves violations des droits de l'homme en Russie, en violant la liberté d'opinion et d'expression.	27.5.2024
36.	Denis Gennadievich POPOV (Денис Геннадьевич ПОПОВ)	Fonction: vice-ministre de la défense civile, des situations d'urgence et de l'élimination des conséquences de catastrophes naturelles de la Fédération de Russie ancien procureur de la ville de Moscou Date de naissance: 12.1.1972 Lieu de naissance: Sverdlovsk Nationalité: russe Sexe: masculin Numéro fiscal individuel: 770970517335	Denis Popov était le procureur de la ville de Moscou. Il a été nommé par le président Poutine en 2019. M. Popov était responsable de l'organisation de l'action du ministère public à l'encontre d'Alexei Navalny et d'autres dirigeants de l'opposition et militants politiques à Moscou. Il a directement supervisé la qualification comme structures extrémistes des organisations créées par Alexei Navalny à l'appui de ses activités politiques. Par conséquent, Denis Popov est responsable de graves violations des droits de l'homme ou de graves atteintes à ces droits, ou d'actes de répression à l'égard de la société civile et de l'opposition démocratique, ainsi que d'activités portant gravement atteinte à l'état de droit en Russie. Il est actuellement vice-ministre de la défense civile, des situations d'urgence et de l'élimination des conséquences de catastrophes naturelles de la Fédération de Russie.	20.5.2025

	Nom	Informations d'identification	Motifs de l'inscription	Date d'inscription
43.	Ekaterina Feliksovna TIAMINA (Екатерина Феликсовна ТЯМИНА)	Fonction: juge du tribunal de la ville de Saint-Pétersbourg ancienne juge du tribunal du district Kalinisky de Saint-Pétersbourg Nationalité: russe Sexe: féminin	En tant que juge du tribunal du district Kalininsky de Saint-Pétersbourg, Ekaterina Tiamina a condamné Ioann Kurmoyarov, blogueur et prêtre, à trois ans d'emprisonnement sur la base d'accusations à motivation politique pour avoir diffusé de prétendues "informations fallacieuses" concernant l'armée russe. Ioann Kurmoyarov a été arrêté pour avoir publié sur différentes plateformes de médias sociaux des contenus vidéo dans lesquels il critiquait, sur une base pacifiste chrétienne et théologique orthodoxe, la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Ekaterina Tiamina a également prolongé l'incarcération de Viktoria Petrova, manager, sur la base d'accusations à motivation politique pour avoir diffusé de prétendues "informations fallacieuses" concernant l'armée russe. M[me] Petrova a été arrêtée pour avoir partagé sur sa page VK personnelle des vidéos YouTube antiguerre telles que du matériel de Maksim Katz, d'Aleksandr Nevzorov et du président ukrainien Zelensky. Par conséquent, Ekaterina Tiamina est responsable de graves violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de la répression exercée contre la société civile, ainsi que d'activités portant gravement atteinte à l'état de droit en Russie. Elle est actuellement juge du tribunal de la ville de Saint-Pétersbourg.	20.5.2025»